

Liberté Égalité Fraternité

LES CHIFFRES CLEFS DE LA DGT

Édition 2022



SOMMAIRE

1 LE TRAVAIL EN FRANCE	3
2 CONTRIBUER À LA RÉGULATION	
DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL	7
3 APPUYER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE	
ET PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL	9
4 ASSURER LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS	
ET PROMOUVOIR LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL	15
5 FACILITER L'ACCÈS DE TOUS AU DROIT DU TRAVAIL.	19
6 FAIRE ÉVOLUER LE DROIT DU TRAVAIL	21
7 LES MOYENS HUMAINS	
ET BUDGÉTAIRES DE LA DGT	23
8 VEILLER À L'EFFECTIVITÉ DU DROIT DU TRAVAIL	
AU SEIN DES ENTREPRISES	24

1 LE TRAVAIL **EN FRANCE**

La population en emploi



LA POPULATION EN EMPLOI est estimée à

28,2 MILLIONS en 2020

(Insee, Référence Emploi, chômage, revenus du travail 2021)



25,15 MILLIONS de personnes occupent un emploi salarié en 2020

19,299 MILLIONS
de personnes occupent un de personnes occupent un

de personnes occupent un emploi dans LE SECTEUR PRIVÉ, emploi dans LE SECTEUR PUBLIC

12,2 millions dans LE SECTEUR TERTIAIRE **MARCHAND**

> 3.1 millions dans L'INDUSTRIE

1.4 millions dans LA CONSTRUCTION

0.27 million dans L'AGRICULTURE

8.1 millions dans LE SECTEUR TERTIAIRE **NON MARCHAND**

75.2 % sont EN CDI

8.5 %

sont EN CDD

2,1 %

sont EN INTÉRIM

1,7 %

sont EN APPRENTISSAGE

12,4 %

sont DES INDÉPENDANTS



AU MOINS UN SALARIÉ

(Insee 2019)



(Fepem 2018)



d'actifs sont À TEMPS PARTIEL



en 2017 (secteurs privé et public confondus) (INSEE, enquête emploi 2019)

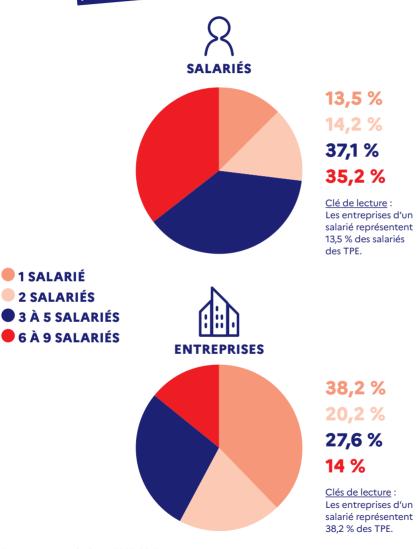
1 | LE TRAVAIL EN FRANCE

Nombre de salariés
selon la taille des entreprises
SEIOH Id Car

	1 À 9	10 À 49	50 À 299	300 ET PLUS	TOTAL
NOMBRE D'ENTREPRISES	1 195 000	183 700	34 400	5 800	1 418 900
NOMBRE DE SALARIÉS	3 313 600	3 650 100	3 645 600	6 921 200	17 530 500
	1 À 9	10 À 49	50 À 299	300 ET PLUS	TOTAL
NOMBRE D'ENTREPRISES	84,2 %	12,9 %	2 %	0,4 %	100 %
NOMBRE DE SALARIÉS	19 %	21 %	21 %	39 %	100 %

Le champs est l'ensemble des entreprises d'au moins un salarié au 31 décembre 2014 hors fonction publique. Il s'agit de l'entreprise au sens de l'unité légale, enregistrée dans SIRENE et déclarée aux administrations compétentes (Greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...). À distinguer des données ACOSS par établissements. (source Dares)

Répartition des TPE et des salariés des TPE par taille d'entreprise (au 31 décembre 2018)



(source: Dares Résultats, 2020-004)

2 CONTRIBUER À LA RÉGULATION **DES RELATIONS INDIVIDUELLES DU TRAVAIL**

Moyens



CONSEILS

et 13 639 CONSEILLERS PRUDHOMMAUX

(pour 14 512 sièges soit 93 % de sièges pourvus) (Ministère de la Justice, 2019)

48 %

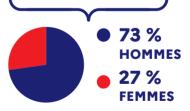
DE FEMMES nommées (soit 6 546 conseillères)

10 600

CONSFILLERS

du salarié inscrits en 2016

4 250 **DÉFENSEURS SYNDICAUX** en 2019





10,8 millions d'euros en 2020 pour LA FORMATION **DES CONSEILLERS PRUDHOMMAUX** Actions



444 000

RUPTURES CONVENTIONNELLES INDIVIDUELLES HOMOLOGUÉES EN 2019

(Dares Résultats 2020-012)



LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

traitent plus de 118 500

NOUVELLES AFFAIRES par an, dont plus de **103 000** liées

À UNE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

(Ministère de la Justice, 2019)



122 131

décisions ont été prononcées, dont :

> 9 165 MÉDIATIONS > 102 463 JUGEMENTS

3 | APPUYER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE **ET PROMOUVOIR** LE DIALOGUE SOCIAL



161 JOURNÉES INDIVIDUELLES NON TRAVAILLÉES pour fait de grève, en 2019. pour 1000 SALARIÉS (Dares Résultats n°56)





dont 100 MILLIONS DE **CONTRIBUTIONS** des employeurs et 32,6 MILLIONS **D'EUROS DE SUBVENTION DE L'ÉTAT** affectés au fonds pour le financement du dialogue social et le financement des organisations syndicales et patronales (Direction générale du travail, 2020)



HAUT CONSEIL DU DIALOGUE SOCIAL

3 | APPUYER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL

Les comités sociaux économiques (CSE)

Nombre d'établissements* ayant effectivement mis en place un CSE, par tranches d'effectifs, au 25 février 2021



TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT

MOINS DE 50 SALARIÉS DE 50 À 299 SALARIÉS 300 SALARIÉS ET PLUS

NON PRÉCISÉ

44 875

32 310

6 694

5 808

TOTAL DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS

89 687

Nombre d'établissements* n'ayant pas mis en place un CSE en raison d'une carence totale de candidatures, par tranches d'effectifs, au 25 février 2021



TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT

MOINS DE 50 SALARIÉS DE 50 À 299 SALARIÉS 300 SALARIÉS ET PLUS

NON PRÉCISÉ

42 331

4 300

93

2 303

TOTAL DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS N'AYANT PAS MIS EN PLACE UN CSE

49 027

^{*}Établissements distincts au sens du code du travail

3 | APPUYER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL

La représentativité syndicale (au 26 mai 2021)

Mesure de l'audience de la représentativité syndicale 2017-2020 (2021)



AU NIVEAU NATIONAL ET INTERPROFESSIONNEL,

5 ORGANISATIONS atteignent au moins le score minimal

DF 8 % DES SUFFRAGES :

CFDT: 26,77 %

CGT: 22,96 %

FO: 15,24 %

CFE-CGC: 11,92 %

CFTC: 9,50 %

La représentativité patronale (au 7 juillet 2021)

Mesure de l'audience patronale 2021

ORGANISATION PROFESSIONNELLE	AUDIENCE ENTREPRISES	AUDIENCE EMPLOYEURS	AUDIENCE SALARIÉS
MEDEF	21,96 %	32,94 %	66,32 %
СРМЕ	42,45 %	35,57 %	28,64 %
U2P	35,53 %	31,41 %	5,03 %
CNDI	0,07 %	0,09 %	0,01 %
TOTAL	100,00 %	100,00 %	100,00 %

ORGANISATION PROFESSIONNELLE	NOMBRE D'ENTREPRISES	NOMBRE D'EMPLOYEURS	NOMBRE DE SALARIÉS
MEDEF	125 929	114 934	9 367 164
СРМЕ	243 397	124 131	4 044 821
U2P	203 715	109 598	709 852
CNDI	387	301	1 975
TOTAL	573 428	348 964	14 123 812

3 | APPUYER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL





17 consultations EN PROCÉDURE NORMALE (en visioconférence ou par voie électronique) de la Commission nationale

de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle (CNNCEFP)



16 consultations EN PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE (procédure par voie électronique) en 2020

Actions



350 ARRÊTÉS RELATIFS À LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE et 240 ARRÊTÉS DE REPRÉSENTATIVITÉ PATRONALE

(Direction générale du travail, 2021)



950 ACCORDS
DE BRANCHE en 2019
dont 279 SUR LES SALAIRES
ET 174 CONTENANT
DES DISPOSITIONS SUR
L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

(Bilan de la négociation collective 2020)

76 650
ACCORDS
D'ENTREPRISE
dont 55 700
ACCORDS SIGNÉS
PAR DES DÉLÉGUÉS
SYNDICAUX ou des
salariés mandatés,
dont 15 240 SUR LES
SALAIRES, 4 630
SUR L'ÉGALITÉ

(Bilan de la négociation collective 2020)

PROFESSIONNELLE



92 OBSERVATOIRES
DÉPARTEMENTAUX
DU DIALOGUE SOCIAL
mis en place au 30/06/2021

4 | ASSURER LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ **DES SALARIÉS ET PROMOUVOIR** LA QUALITÉ DE VIE **AU TRAVAIL**



539 833 ACCIDENTS **DU TRAVAIL** déclarés en 2020 (655 715 en 2019)





- 50 % dûs AUX **MANUTENTIONS MANUELLES**
- **29** % aux CHUTES **DE PLAIN-PIED ET DE HAUTEUR**
- 9 % à UN OUTILLAGE À MAIN
- **3** % au RISQUE ROUTIER
- 9 % **AUTRES**

Source: Rapports annuels 2019 et 2020 de l'Assurance maladie Risques professionnels. Les données 2020 sont à lire en tenant compte de la baisse d'activité consécutive aux confinements et à la situation pandémique de la Covid 19.

550 DÉCÈS dus à des ACCIDENTS DU TRAVAIL en 2020 (733 en 2019)

40 219 MALADIES PROFESSIONNELLES enregistrées en 2020 (49 505 en 2019), dont **214 DÉCÈS** (246 en 2019)



- 15 % liés AU RISQUE ROUTIER
- 18 %

 à LA MANUTENTION

 MANUELLE
- 17 %
 aux CHUTES
 DE HAUTEUR
- 50 % AUTRES RISQUES



65,9 MILLIONS
DE JOURS D'ARRÊTS DE
TRAVAIL en 2019 prescrits
à la suite D'ACCIDENTS DU
TRAVAIL, D'ACCIDENTS DE
TRAJET ET DE MALADIES
PROFESSIONNELLES



8,7 MILLIARDS € DE PRESTATIONS VERSÉES en 2019

(Bilan des Conditions de travail 2019 édition 2020)

4 | ASSURER LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS ET PROMOUVOIR LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL



22 MÉDECINS **INSPECTEURS DU TRAVAIL** (2020)



INGÉNIEURS DE PRÉVENTION en Direccte (Direction générale du travail, 2020)



MILLIONS € **DE SUBVENTION** attribués à l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation)

5 MILLION € **DE SUBVENTION**

attribués à l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité) en 2020

9,9 millions € **DE SUBVENTION** attribués

à l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail)

MILLION € **DE SUBVENTION** attribués

par le Fact en 2020 (Fonds pour . l'amélioration des conditions de travail)

Actions



78 601
INTERVENTIONS DE
L'INSPECTION DU
TRAVAIL liées
AUX CONDITIONS
DE TRAVAIL
ET À LA SÉCURITÉ
en 2020



235 SERVICES
DE SANTÉ AU
TRAVAIL (SST)
INTERENTREPRISES

492 SST AUTONOMES en 2020

228 AVIS D'AGRÉMENT rendus en 2018



10 170
ENQUÊTES
DE L'INSPECTION
DU TRAVAIL sur les
accidents du travail



112 EXPERTS AGRÉÉS auprès des CHSCT en 2019



52 ACTIONS ENGAGÉES dans le cadre du Plan santé au travail 2016-2020

17 PLANS RÉGIONAUX représentant 507 actions

47 RÉUNIONS DU CONSEIL D'ORIENTATION des Conditions de Travail en 2019 (COCT)

5 | FACILITER L'ACCÈS **DE TOUS AU DROIT DU TRAVAIL**

Moyens



SEIGNEMENT DU PUBLIC

en droit du travail en 2019 (Observatoire des renseignements)



4 AGENTS AFFECTÉS AU **RENSEIGNEMENT DU PUBLIC EN DROIT DU TRAVAIL**

Actions



DÉLIVRÉS PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT EN DROIT DU TRAVAIL dont:



- 70,3 % PAR TÉLÉPHONE
- 18 % RÉPONSES **OU DES COURRIELS**
- 11,2 % LORS DE **PERMANENCES** D'ACCUEIL DU PUBLIC
- 0.5 % RÉPONSES À DES COURRIERS

(Observatoire des renseignements, DGT - décembre 2020)



219 FICHES PRATIQUES

consacrées **AU DROIT DU TRAVAIL, DIALOGUE SOCIAL, SANTÉ AU TRAVAIL** en 2020
sur travail.gouv.fr

10,526 MILLIONS DE CONSULTATIONS DES FICHES DROIT DU TRAVAIL

sur travail.gouv.fr en 2020

CODE DU TRAVAIL NUMÉRIQUE

code.travail.gouv.fr

4 MILLIONS DE VISITES du 1er janvier 2020 au 1er mars 2021.



TOP 10 DES RECHERCHES EN 2020

- 1. Congés payés
- **2.** Rupture conventionnelle CDI
 - 3. CDD
 - 4. Télétravail
 - 5. Démission
 - 6. Licenciement
- 7. Indemnité de licenciement
 - 8. Chômage partiel
 - 9. Heures supplémentaires
 - 10. Période d'essai

6 | FAIRE ÉVOLUER LE DROIT DU TRAVAIL





DE BRANCHE ÉTENDUS (Bilan de la négociation collective 2020)

DE LOI portés ou auxquels la DGT a contribué, dont celui concernant L'ÉTAT **D'URGENCE SANITAIRE**

12 **ORDONNANCES** rédigées





2 QUESTIONS PRIORITAIRES **DE CONSTITUTIONNALITÉ** ET 42 RECOURS contre des textes traités en 2020



687 BRANCHES PROFESSIONNELLES DU RÉGIME GÉNÉRAL en 2015, 438 ONT ÉTÉ CONCERNÉES PAR LA RESTRUCTURATION

(fusions administratives ou volontaires, branches d'accueil, branches dénoncées ou branches dont l'IDCC a été désactivé).

Au 20 octobre 2021, **225 OU 230 BRANCHES** (hors convention territoriale de la métallurgie) sont dénombrées.

7 | LES MOYENS HUMAINS ET BUDGÉTAIRES **DE LA DGT**





58 %



85 %



4 112 AGENTS affectés EN **SERVICES DÉCONCENTRÉS**

en 2020 (Pôle travail des Dreets. Drieets. Ddets et Deets)



MILLIONS € pour LA POLITIQUE DU TRAVAIL (Programme 111)

dont 50,4 MILLIONS **POUR LE DIALOGUE SOCIAL** et 23,9 MILLIONS POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

262 567 € de **DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT** en 2019

8 | VEILLER À L'EFFECTIVITÉ DU DROIT DU TRAVAIL AU SEIN DES ENTREPRISES





DRIEETS (Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) OU DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) EN RÉGION

95 DEETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités) ET UNITÉS DÉPARTEMENTALES

5 DDEETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités) en outre mer



247 UNITÉS DE CONTRÔLE TERRITORIALES regroupant **2071 SECTIONS** (Décembre 2020)



1 GROUPE NATIONAL D'APPUI DE VEILLE ET DE CONTRÔLE (GNVAC) **22** UNITÉS DE CONTRÔLE SPÉCIALISÉES (travail illégal, amiante, transport, BTP...) en région

8 | VEILLER À L'EFFECTIVITÉ DU DROIT DU TRAVAIL **AU SEIN DES ENTREPRISES**





237 139 INTERVENTIONS en 2020

- > 105 798 CONTRÔLES
- > 72 335 EXAMENS DE DOCUMENTS
- **≻ 48 492 ENQUÊTES**
- > 10 514 RÉUNIONS EN ENTREPRISE

134 500 INTERVENTIONS

dans le cadre des PLANS ET CAMPAGNES **PRIORITAIRES** dont:

- > 39 098 SUR LE TRAVAIL ILLÉGAL
- > 38 219 INTERVENTIONS LIÉES À LA CRISE **DU COVID-19**
- > 25 445 SUR LES CHUTES DE HAUTEUR
- > 12 495 SUR LE TRAVAIL DÉTACHÉ
- > 9 584 SUR L'AMIANTE
- > 7 969 SUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE



205 976 SUITES À INTERVENTIONS en 2020 dont :

- > 147 599 LETTRES D'OBSERVATION
- > 4 779 ARRÊTS DE TRAVAUX OU D'ACTIVITÉ
 - + DÉCISIONS DE CHANTIER
- > 4 033 MISES EN DEMEURE
- > 4 001 PROCÈS-VERBAUX
- > 1 477 SANCTIONS ADMINISTRATIVES
- > 607 TRANSACTIONS PÉNALES HOMOLOGUÉES
- > 430 AMENDES ADMINISTRATIVES PRONONCÉES EN 2019 POUR NON RESPECT DES RÈGLES DE DÉTACHEMENT
- > 29 RÉFÉRÉS



8 | VEILLER À L'EFFECTIVITÉ DU DROIT DU TRAVAIL **AU SEIN DES ENTREPRISES**



BUREAU DE LIAISON au niveau national et 5 EN DREETS chargés de la coopération administrative avec les autres états membres de l'Union européenne sur le détachement de travailleurs.

Ils ont traité 416 REQUÊTES en 2020



18 UNITÉS RÉGIONALES D'APPUI et de LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL (Uracti)



9 ACCORDS BILATÉRAUX de coopération en matière de détachement et de PRÉVENTION DU TRAVAIL NON DÉCLARÉ AVEC 9 PAYS sans compter l'accord avec la Pologne (2019)

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Liberté Égalité Fraternité